Pour en finir avec la précarité dans la Fonction Publique

PETITION

A Monsieur le Ministre de la Fonction Publique

Pour l'adoption dans les plus brefs délais d'une

Loi de titularisation

pour tous les personnels contractuels et vacataires employés sur des missions permanentes.

Les soussignés, agents titulaires et non-titulaires exigent l'adoption dans les plus brefs délais d'une loi de titularisation générale, pour les personnels contractuels et vacataires employés, sur des missions permanentes de la fonction publique, et nécessaires pour le service public. Tous les agents employés en CDI ou CDD doivent pouvoir en bénéficier, quelque soit le positionnement des employeurs publics.

- Cette loi devra assurer à ces agents une sortie du non-titulariat et de la précarité par l'intégration, sans mobilité géographique imposée avec reprise totale de l'ancienneté, **sans perte de rémunération**, dans un corps de fonctionnaire correspondant à la mission exercée et aux qualifications et compétences exigées, sur des postes statutaires à créer à cet effet.

- Cette loi devra énoncer clairement de manière générale **les conditions drastiques de fermeture du recrutement de contractuels et de vacataires** et le principe **de consultation des organismes paritaires pour tous les recrutements à venir.** Elle devra être l'occasion dans un cadre plus large et par souci d'équité, **de remettre à plat le principe de validation**, pour la retraite, **des périodes de contractuel et de vacataire** par les agents devenus titulaires.

Le Président de la République doit tenir les engagements pris publiquement dans l'émission "Parole aux Français" en Janvier 2010 : **«La situation des contractuels dans la Fonction Publique est tout à fait anormale. Je suis tout à fait prêt à envisager la titularisation des contractuels».** La publication de cette loi est urgente.

Ministère ou collectivité :

Etablissement :

Nom	Prénom	qualité	Signature

Pétition à envoyer avant le 20 novembre 2010 à: Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires C.G.T. (UGFF-CGT) 263 rue de Paris Case 542 - 93514 MONTREUIL Cedex.